



PORT AUTONOME DE DUNKERQUE

ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE

CAHIER DES CHARGES

Approuvé au Conseil d'Administration du 05/06/1998

CAHIER DES CHARGES DE LA ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
TITRE 1 - AMENAGEMENT	2
1. <u>TERRAIN</u>	2
1.1. Niveau des terrains	2
1.2. Stabilisation antiéolienne	2
1.3. Bornage du terrain	2
1.4. Délimitation cadastrale	2
2. <u>DESSERTES TERRESTRES</u>	2
2.1. Desserte routière	2
2.2. Desserte ferroviaire	3
2.3. Alimentation en eau industrielle	4
2.4. Prise et rejet d'eau de mer	4
2.5. Alimentation en eau potable	4
2.6. Alimentation en énergie électrique	5
2.7. Alimentation en gaz	5
2.8. Télécommunications	5
2.9. Réseaux divers	5
2.10. Raccordements aux divers réseaux	6
2.11. Protection des réseaux	6
2.12. Réalisation des travaux de réseaux de l'Occupant	6
2.13. Modifications aux réseaux et canalisations	7
3. <u>UTILISATION DES TERRAINS</u>	7
3.1. Destination	7
3.2. Voies intérieures et stationnement	7
3.3. Implantation des constructions	7
3.4. Aspect extérieur	8
3.5. Espaces libres et plantations	8
3.6. Maintenance des installations	9
3.7. Ouvrages contigus aux ouvrages publics	9
3.8. Plans d'exécution	9

3.9.	Exécution des travaux	9
3.10.	Clôture	10
3.11.	Plans de recolement des travaux certifiés conformes à l'exécution	10
3.12.	Affichage - Publicité	10
3.13.	Modifications	11
3.14.	Chantiers de travaux	11
3.15	Utilisation des parties publiques de la Zone Industrielle Portuaire	11
3.15.1.	Circulation	11
3.15.2	Travaux hors limites	11
4.	<u>OUVRAGES PORTUAIRES REALISES PAR L'OCCUPANT</u>	11
4.1.	Réalisation entretien	11
4.2.	Modifications	12
4.3.	Balises, entretien des profondeurs, moyens de sauvetage et autres	12
	TITRE 2 - ENVIRONNEMENT	13
5.	<u>ENVIRONNEMENT - PRINCIPES GENERAUX</u>	13
5.1.	Dispositions générales	13
5.1.1.	Respect du cadre réglementaire	13
5.1.2.	Application du concept de "Technologies propres"	13
5.1.3.	Application du concept de "Meilleures techniques disponibles"	13
5.1.4.	Concept haute qualité environnementale	14
5.1.5.	Prise en compte des objectifs généraux	14
5.2.	Qualité de l'air	14
5.2.1.	Principe de non-exposition des zones urbaines	14
5.2.2.	Utilisation des valeurs-guides d'émission	15
5.3.	Qualité de l'eau	15
5.3.1.	Rejets de la Zone Industrielle Portuaire à l'exclusion des zones bord à canal	15
5.3.2.	Rejets dans les zones d'activités économiques bord à canal	16
5.4.	Zone de vigilance	16
6.	<u>CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES</u>	16
6.1.	Etudes environnementales	16
6.2.	Etablissement d'un bilan annuel	16
6.3.	Prévention des pollutions aqueuses	16
6.4.	Déchets solides et ordures ménagères	17
6.4.1.	Récupération, recyclage	17
6.4.2.	Stockage	17
6.5.	Pollution des sols	17
6.6.	Remise en état des lieux	18

TITRE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

19

7. SERVITUDES ET REGLES PARTICULIERES

19

7.1.	Servitudes générales	19
7.2.	Missions	19
7.3.	Façade maritime	19
7.4.	Trafic maritime et fluvial	19
7.5.	Utilisation des ouvrages portuaires privés	20
7.6.	Sujétions pour travaux	20
7.7.	Matières dangereuses	20
7.8.	Terrains vendus - Redevance d'entretien	20
7.9.	Surveillance	20

8. DISPOSITIONS DIVERSES

21

8.1.	Responsabilité - Droits des tiers - Usurpation d'occupation	21
8.2.	Equipement de prévention et de lutte contre l'incendie et les sinistres divers	21
8.3.	Incompatibilité de voisinage	21
8.4.	Actions communes	22
8.5.	Statistiques	22
8.6.	Infractions	22

LEXIQUE

23

ANNEXE 1 CHANTIERS DE TRAVAUX

1. Information du public
2. Matériel de chantier - Bruit
3. Installations de chantier
4. Signalisation et protection des chantiers
5. Perturbation des trafics routiers
6. Rejets et déchets
7. Poussières et Boues
8. Organisation du chantier - Propreté

ANNEXE 2 PREVENTION DES POLLUTION AQUEUSES

1. Protection des réseaux d'eau potable
2. Cuvette de rétention
3. Collecte des effluents
4. Prescriptions techniques particulières liées aux zones de stationnement S>1000 m²
5. Rejet
6. Conséquences des pollutions accidentelles



PORT AUTONOME DE DUNKERQUE

ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE

CAHIER DES CHARGES

Le présent Cahier des Charges s'applique au territoire de la Zone Industrielle Portuaire à l'intérieur des limites de la Circonscription du Port Autonome ⁽¹⁾. Celle-ci comprend :

- des terrains du domaine privé du Port Autonome
- des terrains du domaine public portuaire
- des terrains du domaine privé de l'Etat
- des terrains du domaine public fluvial gérés par le Port Autonome

Dans ce cahier des charges le terme "Occupant" désigne toute société ou personne autorisée par le Port Autonome à s'implanter dans la zone industrielle portuaire.

Le présent Cahier des Charges a pour objet de fixer les règles d'implantation et de fonctionnement des unités industrielles ou autres, dans la Zone Industrielle Portuaire de Dunkerque. L'engagement de s'y conformer résulte, pour l'Occupant, de la signature des contrats de mise à disposition des terrains ou autres immeubles, qui y font référence.

L'autorisation d'implantation dans la Zone Industrielle Portuaire ne dispense pas des formalités légales ou réglementaires préalables ou postérieures à la construction des installations et ouvrages sur le Terrain (permis de construire, autorisation d'exploiter relative aux Installations Classées, réglementation sur les travaux à proximité des canalisations électriques et téléphoniques, réglementation sur les travaux à proximité des voies ferrées, déclaration de constructions nouvelles, règlement de police du port, etc...)

L'Occupant demeure en outre soumis à tous les règlements existants ou futurs régissant le fonctionnement des établissements industriels et commerciaux.

TITRE 1 - AMENAGEMENT

1. TERRAIN

Dans le présent cahier des charges, le Terrain est celui mis à la disposition de l'Occupant.

1.1. Niveau des terrains

Le Port autonome fixe le niveau des Terrains à l'Occupant, de manière à ce qu'il soit compatible avec l'aménagement de la Zone Industrielle Portuaire.

1.2. Stabilisation antiéolienne

Les Terrains devront être stabilisés, de manière à éviter les envols de sable si possible au moyen de techniques végétales, dans le respect de l'écologie du site (flore indigène adaptée à la nature du terrain).

1.3. Bornage du terrain

Le Port Autonome pourra, s'il le juge nécessaire, exiger qu'un plan de bornage du terrain soit dressé par un géomètre agréé par lui, les frais afférents à ces travaux, y compris la pose et la conservation de bornes géométriques seront à la charge de l'Occupant ; le plan ainsi dressé sera mis à sa disposition.

1.4. Délimitation cadastrale

Le Port Autonome pourra, si cela s'avère nécessaire, faire établir par un géomètre expert agréé par lui, une délimitation cadastrale du Terrain occupé.

Les frais afférents à ces travaux seront pris en charge par l'Occupant.

2. DESSERTES TERRESTRES

2.1. Desserte routière

Le Port Autonome assurera la desserte routière sur un côté du Terrain loué.

L'Occupant a la charge du raccordement de ses installations au réseau routier à caractère public. Il doit faire approuver par le Port Autonome les dispositions techniques qu'il envisage, notamment pour l'emplacement et le niveau des accès, pour le franchissement des fossés, caniveaux, canalisations, voies ferrées etc... qui borderaient le Terrain mis à sa disposition. L'Occupant doit assurer le bon entretien régulier de ces raccordements.

En cas d'usage anormal des voies et ouvrages routiers, notamment par des charges exceptionnelles, par l'Occupant ou par ses entrepreneurs, fournisseurs ou clients, le Port Autonome pourra exiger de l'Occupant soit une contribution spéciale, soit une remise en état.

2.2. Desserte ferroviaire

Le Port Autonome réserve dans le plan de la zone, les passages nécessaires à l'établissement d'un réseau aménagé par Réseau Ferré de France et exploité par la S.N.C.F.

Le raccordement ferroviaire doit faire l'objet d'une demande écrite au Port Autonome par l'Occupant avant la signature du contrat d'occupation.

Les dispositions d'implantation et d'occupation de l'embranchement devront recevoir l'accord du Port Autonome.

L'assiette des Terrains d'emprise de l'embranchement fera l'objet d'un contrat d'occupation si elle se trouve en dehors des Terrains loués.

L'Occupant qui désire un embranchement particulier traite directement avec Réseau Fer et France et la S.N.C.F. à ce sujet et supporte les dépenses afférentes à cet embranchement, ainsi que le coût du réseau intérieur au Terrain. Il supporte l'entretien des installations correspondantes, ainsi que celui des revêtements de routes et de terre-pleins, sur une largeur de 3,50 m de part et d'autre des voies ferrées.

Aux traversées des routes et des terre-pleins revêtus, les rails seront du type à gorge ou accompagnés de contre-rails. Ils seront posés de manière à éviter toutes saillies ou dépressions sur la surface de roulement, et à ne pas compromettre la sécurité de la circulation routière.

Eventuellement, la chaussée, les accotements et trottoirs ou terre-pleins seront remaniés de part et d'autre de la voie ferrée, de manière à adoucir au maximum le profil en long de l'ouvrage traversé.

Dans le cas où l'embranchement traverse à niveau une voie ouverte à la circulation publique, l'Occupant devra assurer à ses frais la pose, le fonctionnement et l'entretien de la signalisation et tout autre dispositif de sécurité selon les règlements en vigueur et les dispositions particulières imposées par le Port Autonome même dans le cas où la réalisation de la route est faite après la construction de la voie ferrée.

2.3. Alimentation en eau industrielle

Le Port Autonome réserve dans ses plans les passages nécessaires à l'établissement d'un réseau d'eau industrielle. Le raccordement à ce réseau doit faire l'objet de la part de l'Occupant d'une demande écrite avant la signature du contrat d'occupation.

La desserte en eau industrielle fait l'objet, lorsqu'elle est demandée par l'Occupant, d'une convention particulière avec le Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau potable de la Région de Dunkerque, qui est chargé de la réalisation et de l'exploitation de cette desserte.

Le Port Autonome interdit le pompage dans les canaux. Une dérogation pourra être accordée aux Occupants implantés au bord des canaux pour l'alimentation de leur réseau incendie, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires.

2.4. - Prise et rejet d'eau de mer

Les dispositions techniques de prises d'eau et de rejet devront préalablement être agréées par le Port Autonome.

2.5. - Alimentation en eau potable

La desserte en eau potable, est assurée dans les couloirs techniques desservant les terrains occupés. Le raccordement entre ce réseau et le terrain mis à disposition est à la charge de l'Occupant.

L'Occupant traite directement avec le Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en eau potable de la Région de Dunkerque pour toute question concernant l'alimentation en eau potable.

2.6. Alimentation en énergie électrique

Le Port Autonome prévoit dans ses plans les passages de lignes électriques.

L'Occupant traite directement avec E.D.F. pour toute question concernant l'alimentation en énergie électrique.

Les haute et basse tensions sont réalisées en réseau enterré. La très haute tension pourra être réalisée en réseau aérien, et devra être munie de dispositifs anti-collision.

2.7. Alimentation en gaz

Le Port Autonome réserve dans ses plans les passages éventuels des canalisations de distribution de gaz.

L'Occupant traite directement avec G.D.F. pour toute question concernant l'alimentation en gaz.

2.8. Télécommunications

Le Port Autonome réserve dans ses plans les passages nécessaires aux divers réseaux.

L'occupant traite directement avec les gestionnaires de ces réseaux à ce sujet.

2.9. Réseaux divers

Pour les réseaux autres que ceux définis ci-dessus, le Port Autonome a réservé dans ses couloirs techniques les espaces nécessaires.

La mise à disposition de Terrains pour l'installation de ces réseaux fera l'objet d'un contrat spécifique entre le Port Autonome et le propriétaire du réseau.

Tout projet de pose de lignes aériennes, câbles souterrains ou canalisations hors des limites des terrains loués, doit :

- être soumis pour son tracé à l'approbation du Port Autonome,
- obtenir les autorisations imposées par les réglementations en vigueur.

2.10. Raccordements aux divers réseaux

Le raccordement aux divers réseaux est à la charge de l'Occupant qui doit obtenir l'accord préalable du Port Autonome sur les dispositions techniques et l'implantation de ce raccordement.

Dans les 3 mois suivant la fin des travaux, l'Occupant devra remettre au Port Autonome les plans de recolement certifiés conformes à l'exécution, des travaux réalisés.

En fin d'occupation, l'Occupant devra procéder à la résiliation de son contrat d'abonnement et remettre les lieux en l'état d'origine.

2.11. Protection des réseaux

L'Occupant devra recevoir l'accord des autres gestionnaires de réseaux situés à proximité sur la protection électrique, mécanique et autre... qu'il envisage sur son réseau.

2.12. Réalisation des travaux de réseaux de l'Occupant

a) Pour la réalisation des travaux de réseaux, l'Occupant devra se conformer à la législation en vigueur sur les mesures à prendre préalablement à l'exécution de ces travaux. De plus, l'Occupant devra présenter au Port Autonome une demande écrite comportant :

- un mémoire descriptif indiquant les caractéristiques des ouvrages, le tracé, le cas échéant le fluide transporté,
- des plans de pose,
- des plans de détail montrant les dispositions prévues au passage d'ouvrages d'art, à la traversée des routes, des voies ferrées, d'autres canalisations...
- une notification de l'accord des services ou sociétés possédant les canalisations ou réseaux au voisinage ou à la traversée du tracé projeté.

b) Les travaux ne pourront être entrepris qu'après notification de l'accord du Port Autonome, celui-ci étant averti par écrit de la date du début des travaux au moins 10 jours, jours fériés non compris, à l'avance. Ils seront conduits conformément aux textes en vigueur et aux directives du Port Autonome.

Un plan précisant en détail l'implantation réalisée sera, dans un délai de 3 mois après la fin des travaux, fourni au Port Autonome.

2.13. Modifications aux réseaux et canalisations

Les projets de modifications aux réseaux et canalisations ou raccordements autorisés doivent être instruits de la même manière que dans le cas du premier établissement.

3. UTILISATION DES TERRAINS

3.1. - Destination

Les terrains sont mis à la disposition de l'Occupant en vue d'une activité définie au contrat d'occupation.

Les constructions à usage d'habitation sont interdites, sauf celles prévues par les dispositions des communes couvertes par un P.O.S. ou par le R.N.U.

3.2. - Voies intérieures et stationnement

Les voies et carrefours routiers intérieurs aux terrains occupés devront permettre l'accès direct et sans manœuvre à toutes les installations, de véhicules lourds et encombrants, particulièrement des engins de lutte contre l'incendie.

L'Occupant aménagera des aires intérieures de stationnement suffisantes pour les véhicules de l'entreprise, de son personnel, de ses fournisseurs, clients et visiteurs.

3.3. - Implantation des constructions

L'Occupant se soumettra aux dispositions législatives et réglementaires concernant la construction de ses installations.

Pour les installations relevant de la législation sur les Installations Classées, l'occupant transmettra au Port Autonome de Dunkerque une copie du dossier de demande d'autorisation ou de l'acte de déclaration. Il transmettra également, dès la notification de l'autorisation, une copie de l'arrêté correspondant.

Sous réserve des dispositions du P.O.S. et du Code de l'Urbanisme :

- Les bâtiments principaux ne pourront être édifiés à moins de 10 mètres des voies routières ou ferrées extérieures au Terrain loué.
- Cette distance est portée à 25 m de l'axe de l'autoroute A16 pour les équipements liés au réseau de distribution.

- Cette distance est portée à 40 m de l'axe de l'autoroute A16 pour les constructions et 50 m pour les habitations liées aux activités.
 - Les reconstructions pourront être admises selon l'implantation initiale de la construction.
- La distance horizontale de tout point d'une façade au point le plus proche de la limite parcellaire doit être au moins égale à la moitié de la hauteur de la façade, sauf pour les ouvrages verticaux de faible emprise au sol, tels que tours, silos, cheminées. Dans tous les cas, cette distance doit être d'au moins six mètres le long des limites terrestres de la parcelle avec les parties publiques de la zone.

Ces dispositions pourront ne pas être appliquées si des conditions particulières existent entre des activités mitoyennes.

3.4. Aspect extérieur

L'Occupant accordera une attention particulière à l'aspect extérieur de ses installations, en s'assurant la coopération des services compétents du Port Autonome afin d'étudier avec eux les conditions d'une homogénéité esthétique des parties publiques et privées de la zone.

Les constructions et les clôtures devront s'intégrer à leur environnement par :

- les proportions de leurs volumes,
- la qualité des matériaux,
- l'harmonie des couleurs,

Pour tout projet, une étude d'insertion paysagère devra accompagner la demande d'autorisation (permis de construire, permis de clôture...).

3.5. Espaces libres et plantations

Les espaces libres de constructions à l'intérieur des terrains mis à disposition doivent être soit stabilisés, soit aménagés en espaces verts et maintenus en état de propreté.

La stabilisation des sols peut être réalisée soit par un revêtement, soit par tout autre moyen adapté en fonction des contraintes techniques du projet.

Les espaces libres prévus pour des extensions futures doivent être végétalisés, de préférence en respectant l'écologie du site.

Pour les implantations réalisées postérieurement à la publication du présent Cahier des Charges et leurs extensions successives, 10 % au minimum des Terrains mis à disposition doivent être aménagés en espaces verts et plantés selon les dispositions de l'étude paysagère.

L'Occupant pourra s'il le souhaite pratiquer une gestion différenciée de ses espaces verts, propice à la faune et la flore du littoral et à l'intégration du site dans les paysages végétaux du littoral. Dans cet esprit, l'entretien intensif des espaces verts (pelouses tondues, massifs ornementaux...) pourra se limiter, aux abords directs des bâtiments et aux entrées de site de production.

Le Port Autonome pourra, à la demande de l'Occupant, fournir une liste des arbres et arbustes régionaux à préférer dans le cadre de la réalisation d'espaces verts sur la Zone Industrielle Portuaire.

Les équipements d'exploitation portuaires et des activités annexes soumis à permis de construire font l'objet d'un projet d'aménagement paysager adapté.

3.6. Maintenance des installations

L'ensemble des installations y compris clôtures, espaces verts et autres devront être maintenus en bon état d'entretien.

3.7. Ouvrages contigus aux ouvrages publics

Les projets et notes de calcul des installations privées contiguës aux ouvrages publics devront être soumis au Port Autonome pour visa.

3.8. Plans de masse

L'Occupant communiquera au Port Autonome le plan de masse des installations nouvelles, et de toute modification des installations existantes.

3.9. Exécution des travaux

Les constructions devront être réalisées conformément aux règles et mesures de sécurité en vigueur.

Avant le début des travaux un avis devra être adressé dix jours ouvrés avant, jours fériés non compris, au Port Autonome ; cet avis mentionnera la date de commencement et la durée probable des travaux.

En cas d'urgence l'Occupant sera dispensé de ce délai, mais avisera le Port Autonome et les services intéressés dans un délai de 24 heures.

L'Occupant fera son affaire de toute démarche préalable à l'exécution des travaux, auprès des services ou sociétés exploitant les ouvrages qui pourraient être touchés par les travaux à exécuter.

L'Occupant supportera la charge des dommages causés aux voies et réseaux de la Zone Industrielle Portuaire lors de l'exécution des travaux, à charge pour lui de se retourner contre ses entrepreneurs. L'Occupant devra avertir ces derniers de ces obligations.

3.10. Clôture

Sous-réserve des dispositions du livre III du Code des Ports Maritimes, avant la mise en exploitation, l'Occupant sera tenu de clôturer à ses frais, le Terrain qui lui est attribué. L'implantation et le type de clôture devront être intégrés à l'étude paysagère. Les plans d'exécution de ces clôtures seront soumis à l'agrément du Port Autonome, qui pourra éventuellement imposer un recul de la clôture par rapport à la limite du Terrain loué. Dans ce cas, la stabilisation et l'entretien des espaces situés à l'extérieur de la partie clôturée du Terrain restent à la charge de l'Occupant.

3.11. Plans de recolement des travaux certifiés conformes à l'exécution

Pour tous travaux réalisés par l'Occupant, un plan de recolement devra être adressé au Port Autonome dans un délai de 3 mois suivant la fin des travaux.

3.12. Affichage - Publicité

L'affichage et la publicité sont interdits tant sur les installations que sur le terrain occupé.

Les indications du nom de l'Occupant, et de son activité sont autorisées. Les enseignes lumineuses devront être soumises à l'autorisation du Port Autonome.

La signalisation générale du premier établissement des Occupants est prise en charge par le Port Autonome sauf la personnalisation éventuelle de la signalisation (logo par exemple) qui reste à la charge de l'Occupant.

La signalisation de chantier devra recevoir l'accord du Port Autonome (Annexe n° 1).

Tout autre signalisation est interdite.

3.13. Modifications

Le présent article 3 s'applique également aux modifications d'ouvrage.

3.14. Chantiers de travaux

Les dispositions relatives à la bonne exécution des chantiers de travaux font l'objet de l'annexe n° 1 applicable à l'Occupant.

3.15. Utilisation des parties publiques de la Zone Industrielle Portuaire

3.15.1. Circulation

La circulation sur les voies routières de la Zone Industrielle Portuaire est soumise aux dispositions du Code de la Route, et aux prescriptions particulières du règlement particulier de Police du Port Autonome.

3.15.2. Travaux hors limites

Si l'Occupant est amené à effectuer des travaux hors des limites du Terrain qui lui est attribué, il se conformera à la réglementation applicable et aux instructions données par le Directeur du Port Autonome ou des organismes exploitant les réseaux.

4. OUVRAGES PORTUAIRES REALISES PAR L'OCCUPANT

4.1. Réalisation entretien

L'Occupant a la charge de la réalisation et de l'entretien des ouvrages portuaires privés.

Leurs projets d'exécution seront soumis au visa du Port Autonome. Tous les documents nécessaires lui seront communiqués à cet effet.

Les ouvrages seront exécutés conformément aux projets visés.

4.2. Modifications

Les modifications des ouvrages d'accostage envisagées par l'Occupant feront également l'objet de la démarche prévue en 3.13.

L'Occupant supportera financièrement la charge du rétablissement des profondeurs et du profil des bassins éventuellement modifiés de son fait.

4.3. Balisage, entretien des profondeurs, moyens de sauvetage et autres

Le balisage, l'entretien des profondeurs, les moyens de sauvetage, de sécurité, et de lutte contre la pollution, seront soumis aux textes en vigueur dont le règlement général et particulier de Police du Port.

TITRE 2 - ENVIRONNEMENT

5. ENVIRONNEMENT - PRINCIPES GENERAUX

5.1. - Dispositions générales

Le présent chapitre a pour objet de rappeler quelles sont, de manière générale, les bonnes pratiques environnementales qu'il est nécessaire de mettre en oeuvre à l'occasion de toute implantation ou toute extension industrielle, en application des objectifs du Schéma d'Environnement Industriel ⁽²⁾. La mise en application de ces principes doit nécessairement s'accompagner d'une prise en compte des réalités économiques de telle manière que des résultats acceptables pour l'environnement puissent être obtenus à des coûts acceptables pour l'industrie.

5.1.1. Respect du cadre réglementaire

Le respect des textes réglementaires en vigueur constitue la garantie première d'un bon niveau de protection de l'environnement et des populations.

Tout établissement industriel ou commercial est donc tenu de respecter, lors de son implantation et de son exploitation, les réglementations s'appliquant en vertu de la législation nationale, des règlements européens et les accords internationaux dont la France est signataire.

5.1.2. Application du concept de "Technologies propres"

Ce concept s'appuie sur le principe selon lequel la réduction des pollutions, des nuisances et des risques peut être d'abord obtenue en utilisant des techniques qui en produisent le moins possible. Les Occupants doivent intégrer en phase de conception des installations, des techniques qui permettent de réduire les quantités d'effluents (recyclage de l'eau, des gaz, ...) et qui engendrent peu ou pas de déchets (valorisation, ...).

5.1.3. Application du concept de "Meilleures techniques disponibles"

Les Occupants devront mettre en place des systèmes de prévention des risques et de traitement de leurs déchets et effluents faisant appel aux meilleures techniques disponibles pour toute installation nouvelle (entreprise nouvelle ou extension d'entreprise existante), dans les conditions indiquées préalablement (cf. 5.1).

5.1.4. Concept Haute Qualité Environnementale

Il est recommandé aux Occupants d'appliquer dans la mesure du possible le concept de Haute Qualité Environnementale aux constructions que nécessite leur activité. Ce concept rassemble des principes d'implantation et de conception des bâtiments, de choix des matériaux, de gestion des flux, etc. orientés tant vers la protection de l'environnement et la préservation des ressources que vers la réduction des coûts de gestion et la meilleure prise en compte des exigences de confort, de santé et de qualité de vie des utilisateurs.

5.1.5. Prise en compte des objectifs généraux

Tout nouvel Occupant devra s'informer des objectifs prioritaires de réduction des nuisances et des risques, auprès du groupe nouveaux projets ⁽⁷⁾ du S.P.P.P.I. ⁽³⁾, instance réunissant les collectivités, les administrations, les milieux économiques et associatifs, et agissant en cohérence avec la démarche de progrès engagée par la Charte pour la Qualité de l'Environnement de la Communauté Urbaine de Dunkerque ⁽⁴⁾, et lui présentera un projet permettant de contribuer au respect des objectifs fixés.

5.2. - Qualité de l'air

Le présent article s'applique notamment sur le fondement :

- de critères propres à la Région dunkerquoise (géographie, météorologie, occupation des sols),
- des objectifs de qualité de l'air ambiant définis par le S.P.P.P.I. ⁽³⁾ et du suivi qui en est fait par le réseau de mesure et d'alerte de l'AREMADEC ⁽⁵⁾,
- de valeurs-guides pour les émissions de rejets dans l'atmosphère.

5.2.1. Principe de non-exposition des zones urbaines

Tout projet industriel se caractérisant par des émissions significatives de pollution atmosphérique devra être localisé de telle sorte que, compte tenu des critères météorologiques locaux de direction, force et fréquence des vents, aucune zone urbanisée importante ne puisse être exposée avec une fréquence élevée aux rejets atmosphériques.

Appliquée à la Zone Industrielle Portuaire de Dunkerque, cette approche privilégie l'implantation en bordure du littoral des installations industrielles caractérisées par des niveaux élevés de pollution atmosphérique.

5.2.2. Utilisation des valeurs-guides d'émission

Toute installation industrielle nouvelle émettant des rejets atmosphériques doit prendre en considération des valeurs-guides correspondant à la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, et tenant compte des objectifs locaux relatifs à la qualité de l'air, ainsi que de la vocation et de l'utilisation des milieux environnant l'entreprise.

Ces valeurs-guides sont mises à disposition des Occupants et du S.P.P.P.I. ⁽³⁾ par les services de la D.R.I.R.E.

5.3. - Qualité de l'eau

Le présent article a pour objet de définir les conditions de rejet des eaux des établissements industriels en fonction de leur impact prévisible sur les eaux continentales et marines, compte tenu des charges de pollution déjà supportées par ces dernières et des objectifs de qualité qui s'y appliquent.

La protection de l'eau commence par la rationalisation de son usage (économies de consommation, recyclage,...) et cet usage doit respecter les principes et objectifs définis par le S.D.A.G.E. ⁽⁹⁾ et le cas échéant le S.A.G.E. ⁽⁶⁾.

Tout rejet déterminé comme indésirable par la D.R.I.R.E., en concertation avec le groupe "Nouveaux projets" ⁽⁷⁾ du S.P.P.P.I. ⁽³⁾, sera interdit.

Tous rejets importants de sels nutritifs doivent être traités de manière à être acceptables pour le milieu récepteur compte tenu de ses usages.

5.3.1. Rejets de la Zone Industrielle Portuaire à l'exclusion des zones bord à canal

Toute unité industrielle nouvelle effectuant des rejets liquides est acceptable aux conditions suivantes :

- Après traitement, les rejets liquides importants doivent s'effectuer directement dans le milieu marin ou les avant-ports, en recherchant des économies de moyens par la mise en place d'émissaires collectifs lorsque cette solution présente un réel avantage.
- Les rejets contenant des substances toxiques référencées sur les listes "Mer du Nord" doivent être réglementés et feront l'objet de bilans annuels sur la base de mesures régulières.

5.3.2. Rejets dans les zones d'activités économiques bord à canal

Toute installation industrielle nouvelle émettant des effluents liquides doit prendre en considération des valeurs-guides correspondant à la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable pour l'Occupant, et tenant compte des objectifs de qualité définis par les règlements en vigueur pour les canaux concernés, ainsi que de la vocation et de l'utilisation du milieu récepteur.

Ces valeurs-guides sont mises à disposition des Occupants et du S.P.P.P.I. ⁽³⁾ par les Administrations habilitées.

5.4. - Zone de vigilance

Le Schéma d'Environnement Industriel ⁽²⁾ comporte un Cahier des Charges pour la prévention et la gestion des risques technologiques pouvant naître de l'implantation d'installations industrielles à proximité de zones urbaines ou d'établissements recevant du public. Il s'applique en référence à la création de zones de vigilances.

Les zones de vigilance s'étendent jusqu'à une distance de 800 m calculée à partir de la limite des zones urbaines existantes et futures figurant dans les documents d'urbanisme approuvés et des établissements recevant du public.

La gestion de l'implantation des industries dans les zones de vigilance est faite par application du Cahier des Charges des risques technologiques et des modalités de gestion du Schéma d'Environnement Industriel.

6. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

6.1. Etudes environnementales

L'Occupant doit respecter les textes réglementaires de lutte contre les nuisances ; il doit installer et utiliser les dispositifs appropriés de prévention des nuisances (pollution de l'air, pollution de l'eau, bruit...) qui sont imposés par les réglementations en vigueur.

Le Port Autonome recherchera avec les Occupants, et en liaison avec les services publics compétents, les moyens appropriés pour effectuer les études qui s'avéreraient nécessaires dans ce domaine. Les problèmes généraux d'environnement pourront conduire le Port Autonome à diligenter des études aux fins de trouver des solutions aux problèmes posés. Une participation financière sera dans ce cas demandée aux Occupants concernés.

6.2. Etablissement d'un bilan annuel

L'Occupant fournira au Port Autonome un bilan annuel des différentes mesures effectuées au titre de l'autosurveillance et dans le cadre de contrôles réglementaires.

6.3. Prévention des pollutions aqueuses

Pour les Occupants non soumis à la réglementation au titre des Installations Classées et en complément des réglementations qui leur sont applicables, ces Occupants devront respecter les dispositions définies en annexe n° 2.

6.4. Déchets solides et ordures ménagères

L'Occupant fait son affaire de l'enlèvement des déchets solides et des ordures ménagères.

Tout déversement dans les bassins et canaux ou dépôt sur le domaine public sont rigoureusement interdits.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

6.4.1. Récupération, recyclage

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisations possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectés séparément puis valorisés ou éliminés dans les installations appropriées.

6.4.2. Stockage

Pour les Occupants non soumis à la réglementation au titre des Installations Classées, les déchets produits doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs), accompagnés des dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site qui doit être maintenu en bon état de propreté.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

6.5. Pollution des sols

L'Occupant est soumis à la réglementation en vigueur en matière de pollution des sols.

Avant la mise à disposition du Terrain à l'Occupant, un état du sol tenant compte de son usage sera dressé contradictoirement entre le Port Autonome et l'Occupant.

Au moment de la cessation définitive de l'activité, un nouvel état du sol sera dressé contradictoirement entre le Port Autonome et l'Occupant. En cas de pollution du sol avérée par l'activité de l'Occupant, celui-ci sera tenu de remettre le sol en son état d'origine à ses frais.

6.6. Remise en état des lieux

Les dispositions de remise en état des lieux seront définies dans le contrat de mise à disposition du Terrain.

En tout état de cause, le Terrain devra présenter un aspect esthétiquement correct et sans risques pour l'environnement.

TITRE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

7. SERVITUDES ET REGLES PARTICULIERES

7.1. Servitudes générales

L'Occupant devra supporter toutes les servitudes prévues par la loi ou les règlements en vigueur.

7.2. Missions

A la demande du Port Autonome, l'Occupant ne pourra s'opposer aux missions administratives, en particulier de reconnaissance des lieux ou de levés topographiques, d'implantation de repères... non susceptibles de compromettre l'utilisation normale de son terrain. Le personnel chargé de ces missions devra prévenir l'Occupant et respecter les règlements de sécurité.

L'Occupant devra, s'il dispose privativement de l'usage d'une façade maritime ou sur canal, maintenir libre un passage routier d'au moins sept mètres de largeur en bordure de cette façade. Ce passage devra être accessible à partir du réseau routier intérieur du terrain. Il devra permettre, en cas de sinistre, la continuité du passage d'un terrain à l'autre.

7.3. Façade maritime

Dans le cas d'intervention nécessaire sur la façade maritime du terrain, l'Occupant sera tenu de laisser passage aux agents habilités du Port Autonome, au personnel des services ou entreprises désignés par le Port Autonome, aux services de sécurité.

7.4. Trafic maritime et fluvial

L'Occupant devra laisser passage aux agents publics et aux agents du Port Autonome dont l'activité est liée au trafic maritime et fluvial sur les quais privés de l'Occupant : officier de port, douaniers...

Les mouvements et le placement dans le port des navires destinés à l'Occupant seront réglés par la Capitainerie du Port conformément aux dispositions en vigueur.

7.5. Utilisation des ouvrages portuaires privés

L'Occupant ne pourra s'opposer à l'utilisation de ses ouvrages portuaires, dans la mesure où cela ne gêne pas ses propres activités, pour l'amarrage ou l'accostage occasionnels des engins utilisés par le Port Autonome ; Egalement pour motif de sécurité urgent apprécié par les Services du Port Autonome, ceux-ci pourront imposer l'amarrage ou l'accostage de tout autre navire ou engin flottants.

7.6. Sujétions pour travaux

L'Occupant devra supporter sans indemnité les gênes et sujétions temporaires qui pourraient résulter de travaux de toute nature que le Port Autonome ferait exécuter ou exécuterait au voisinage des installations. Le Port Autonome étudiera avec l'Occupant toutes mesures propres à réduire au maximum ces gênes ou sujétions temporaires.

Il est entendu que, sauf cas de force majeure, ces gênes ou sujétions ne sauraient être de nature à interrompre l'exploitation ou la bonne marche des installations industrielles de l'Occupant.

7.7. Matières dangereuses

L'Occupant est soumis aux dispositions du "Règlement pour le transport et la manutention dans les ports maritimes de matières dangereuses" et des textes subséquents, ainsi qu'aux dispositions du règlement local.

Le stockage mobile (conteneurs, wagons, semi-remorques, etc...) temporaire de matières dangereuses devra faire l'objet d'une autorisation délivrée par le Port Autonome.

7.8. Terrains vendus - Redevance d'entretien

Dans le cas de terrains vendus, le Port Autonome perçoit une redevance annuelle destinée à l'entretien de la Zone Industrielle Portuaire et calculée au prorata de la surface du terrain.

7.9. Surveillance

L'Occupant est tenu de faire assurer la surveillance permanente de ses installations.

8. DISPOSITIONS DIVERSES

8.1. Responsabilité - Droits des tiers - Usurpation d'occupation

L'Occupant est, et sera toujours et dans tous les cas, seul responsable des conséquences de toute nature qui pourraient résulter de l'existence de ses installations et de l'exercice de son activité. Le Port Autonome ne pourra en aucun cas être recherché, inquiété ou poursuivi de ce fait.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés ; l'Occupant ne pourra se prévaloir de l'autorisation d'occupation au cas où elle porterait préjudice à un tiers.

L'Occupant est tenu d'avertir le Port Autonome de toute occupation par des tiers non autorisés sur les terrains mis à sa disposition.

8.2. Equipements de prévention et de lutte contre l'incendie et sinistres divers

L'Occupant doit équiper ses installations de dispositifs ou matériels de prévention et de lutte contre les sinistres prévus par les règlements en vigueur ou imposés lors des autorisations de construction et d'exploitation de ses installations.

Les moyens de prévention et de lutte doivent être également prévus en ce qui concerne les dangers présentés par les installations industrielles durant leur période de construction, ainsi que par les installations de chantier ou provisoires.

Le Port Autonome doit toujours être averti par l'Occupant des projets et de la construction de toutes installations même provisoires présentant un caractère dangereux.

Si l'activité de l'Occupant fait l'objet d'un P.O.I. ⁽⁸⁾, celui-ci devra être communiqué au Port Autonome.

8.3. Incompatibilité de voisinage

Le Port Autonome a seulement pour obligation envers les nouveaux Occupants de la Zone Industrielle Portuaire de tenir à leur disposition la liste des industries déjà installées ou en cours d'installation aux environs de leur terrain avec indication de la nature de ces industries et des servitudes qui y sont liées.

La responsabilité du Port Autonome ne peut être engagée à la suite du constat d'effets nuisibles des installations ou activités d'un Occupant sur ses voisins.

8.4. Actions communes

L'Occupant acceptera de participer à toute réunion des Occupants de la Zone Industrielle Portuaire, qui serait provoquée par le Port Autonome, pour étudier les problèmes d'intérêt commun.

A la demande du Port Autonome, l'Occupant acceptera de participer à des actions communes qui pourraient être envisagées dans divers domaines : équipement sanitaire et social, lutte contre les nuisances, informatique, transports de personnel etc...

8.5. Statistiques

L'Occupant fournira à la demande du Port Autonome les éléments statistiques concernant les marchandises entrées ou sorties (catégorie NST, tonnage, origine, destination) ainsi que le personnel employé.

Ces informations seront présentées sous une forme qui préserve les secrets intéressant la marche de l'entreprise, notamment les secrets de fabrication.

8.6. Infractions

Toute infraction aux dispositions du présent Cahier des Charges sera, après mise en demeure restée sans effet, poursuivie devant les Tribunaux.

LEXIQUE

- (1) - "Circonscription du Port Autonome" : tel que défini dans le décret du 1er mars 1978.
- (2) - "Schéma d'Environnement Industriel" : a reçu l'accord des partenaires dunkerquois en 1993.
- (3) - "S.P.P.P.I." : Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles.
- (4) - "Charte pour la Qualité de l'Environnement de la Communauté Urbaine de Dunkerque" : Cette charte a été approuvée en 1993, à l'initiative de la C.U.D.. Le P.A.D. en est l'un des signataires et également l'un des membres du comité de coordination et de suivi de la charte.
- (5) - "AREMADEC" - Association pour la mise en oeuvre de Réseau d'Etudes, de Mesure et d'alarme pour la prévention de la pollution Atmosphérique dans la région de Dunkerque Et Calais.
- (6) - "S.A.G.E" - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
- (7) - Groupe "Nouveaux Projets" du S.P.P.P.I. : défini page 62 du Schéma d'Environnement Industriel.
- (8) - "P.O.I." : Plan d'Organisation Interne.
- (9) - "S.D.A.G.E." : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

ANNEXE N° 1

relative à l'article 3.14 du présent Cahier des Charges

CHANTIERS DE TRAVAUX

La présente annexe a pour objet de définir les obligations à respecter par les entreprises de travaux publics pour la réalisation de chantiers sur le territoire de la Zone Industrielle Portuaire.

Ces obligations s'appliquent quel que soit le maître d'ouvrage et ne dispensent pas les entreprises des procédures et des prescriptions relevant de la réglementation routière ou installations classées s'agissant de stockage de matières dangereuses, ni des autres cahiers des charges.

1. Information du public

A chaque extrémité du chantier, ou en cas d'impossibilité suivant les directives du maître d'ouvrage, les panneaux d'information visibles de la voirie suivants seront mis en place :

- panneau supérieur : 110 x 80 imprimé,
- panneau inférieur : 110 x 60 imprimé,
- hauteur totale du support 250.

Les panneaux devront strictement comporter les informations suivantes :

- * Panneau supérieur : réservé à l'information du maître d'ouvrage,
 - *identification du maître d'ouvrage (avec logo),*
 - *date de début et de fin de travaux,*
 - *nature des travaux réalisés,*
 - *financement.*
- * Panneau inférieur : réservé à l'identification des entreprises, avec logo,
 - *la taille du logo ne pourra excéder 33 cm de hauteur et 33 cm de largeur,*
 - *la couleur des lettres sera bleu sur fond blanc.*

Il ne sera pas autorisé d'autres panneaux d'information ou publicitaires.

2. Matériel de chantier - Bruit

Tous les véhicules et engins seront en parfait état d'entretien et conformes en matière d'insonorisation à la réglementation.

En dehors des heures de chantier, le matériel sera obligatoirement stationné et regroupé en un seul endroit, si possible à proximité des installations du chantier.

Par ailleurs, toutes les entreprises seront tenues de respecter la réglementation régissant les niveaux de bruit en fonction des plages horaires.

3. Installations de chantier

Les installations de chantier, constituées par les installations techniques, les installations sanitaires et d'hygiène, le stockage du matériel, des matériaux, des déchets de travaux et des moyens de collecte de déchets, devront être clôturées dans les conditions suivantes :

- pour les chantiers d'une durée inférieure à 15 jours, la clôture sera réalisée à l'aide de barrières rouge et blanc assemblées,
- pour les chantiers d'une durée supérieure à 15 jours, la clôture sera constituée d'éléments jointifs de 2 m de hauteur.

En fonction de l'emplacement, le Port Autonome pourra exiger des clôtures spécifiques autres que des éléments grillagés (type HERAS).

L'emplacement des installations de chantier recevra au préalable l'accord du Port Autonome.

4. Signalisation et protection des chantiers

La signalisation de chantier et de déviation sera conforme à la réglementation en vigueur.

En cas de nécessité, l'entrepreneur peut obtenir du Port Autonome par délégation du Préfet une restriction de circulation sur les chaussées relevant de sa compétence.

L'entrepreneur devra indiquer dans la demande de restriction de circulation le numéro de téléphone et le nom de la personne à contacter en cas de problème de signalisation, notamment pour les fins de semaine et jours fériés.

Quelle que soit leur durée, les chantiers devront être isolés en permanence des espaces réservés à la circulation des personnes et véhicules. Les abords des chantiers devront être maintenus en parfait état de propreté.

L'utilisation de cônes ne sera autorisée que pendant les heures de travail pour une protection très localisée. En cas de besoin, ces cônes seront, s'ils s'avéraient nécessaires en dehors des heures de travail, remplacés par les éléments lestés et stables.

L'emploi du "rubalise" sera strictement interdit quel que soit le chantier ou le balisage à réaliser.

5. Perturbation des trafics routiers

Les entreprises prendront toutes mesures nécessaires auprès du P.A.D., visant à assurer que leurs travaux n'induisent pas de perturbation sur les trafics routiers.

6. Rejets et déchets

Tout rejet ou infiltration dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit.

Il est également formellement interdit de brûler sur le site des matériaux ou matériels, quelle que soit leur nature ou leur forme.

L'abandon ou l'enfouissement des déchets sur le site est aussi formellement interdit.

Les entreprises utilisatrices d'eau pour la confection des produits ou pour leur mise en oeuvre doivent mettre en place les organes nécessaires pour permettre le lavage de leurs outils avec décantation des eaux chargées avant rejet en milieu naturel (béton, plâtre, enduit, ...) et stockage des produits de décantation sur le site jusqu'à enlèvement par une entreprise spécialisée.

La gestion des déchets devra être sélective. Les conteneurs affectés à la récupération devront être clairement identifiés et de capacité suffisante.

Toute disposition devra être prise pour que le débordement des capacités ne puisse se produire, en particulier en fin de semaine.

S'agissant des matériaux volatils, des filets de protection devront être mis en place.

Il sera prévu l'installation et la gestion de bacs de récupération réservés aux produits liquides toxiques (huiles de vidange, peintures, solvants, produits de traitement du bois, etc...).

En particulier, les opérations de graissage et de vidange des engins ne pourront être réalisées sur site qu'avec la mise en place d'une aire étanche.

Les emballages devront nécessairement être triés et valorisés conformément au décret du 13 juillet 1994 sur les emballages industriels et commerciaux.

7. Poussières et boues

En période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées, et ceci autant de fois qu'il sera nécessaire pour réduire au minimum les émissions de poussières.

Par ailleurs, les voies de circulation non revêtues utilisées par les entreprises pendant la durée des travaux seront également régulièrement arrosées.

En période de pluies, les déplacements des engins sur des aires non revêtues seront limités au strict minimum nécessaire à l'avancement des travaux, et autorisés uniquement pour des engins adaptés.

Toutes les souillures résultant du non-respect de ces règles seront nettoyées aux frais des entreprises responsables.

8. Organisation du chantier - Propreté

Il est demandé aux entreprises d'organiser le chantier de manière à préserver l'aspect esthétique et environnemental notamment :

- à conserver le chantier en bon état de propreté,
- à garer les véhicules sur les emplacements réservés à cet effet,
- organiser le stockage des matières et matériaux.

ANNEXE N° 2

*relative à l'article 6.3 du Cahier des Charges et applicable aux Occupants
non soumis à la réglementation au titre des Installations Classées*

PREVENTION DES POLLUTIONS AQUEUSES

1. Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux publics d'eau potable ou dans les nappes souterraines.

2. Cuvette de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité des réservoirs associés à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

Les eaux récupérées devront en cas de pollution être traitées dans des filières de traitement agréées.

3. Collecte des effluents

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Un schéma des réseaux, des zones imperméabilisées et des égouts doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et signé. Il est tenu à la disposition des services concernés du P.A.D., ainsi que des services d'incendie et de secours de la Communauté Urbaine de Dunkerque. Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Les dimensions choisis et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation dans le temps.

Un système de déconnexion des égouts permet l'isolement par rapport à l'extérieur.

Le stockage et le transvasement des produits solides ou liquides de quelque nature qu'ils soient ne peuvent s'effectuer que sur des aires spécialement aménagées, de manière à ce que les produits accidentellement répandus puissent être récupérés.

4. Prescriptions techniques particulières liées aux zones de stationnement S > 1000 m²

Le réseau de collecte sera complété par un séparateur à hydrocarbures avec vanne d'isolement.

Les séparateurs à hydrocarbures seront conformes à la norme DIN 1999 et à la norme européenne NF EN 858-1 pour une teneur résiduelle en hydrocarbures à la sortie de l'installation de classe 1 soit 5 mg/litre.

Ces séparateurs seront calculés de façon à traiter 20 % du débit pour une fréquence de retour de 10 ans. Les notes de calcul correspondantes seront à soumettre au service chargé de la police des eaux.

5. Rejet

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le service chargé de la Police des Eaux et devront être compatibles avec l'objectif de qualité retenu pour le milieu récepteur.

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.
- ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Eaux vannes

Hormis certains secteurs raccordables aux réseaux d'assainissement "eaux usées" de la Communauté Urbaine de Dunkerque et du SIVOM des cantons de Bourbourg et de Dunkerque, le traitement des eaux usées est réalisé sur une installation autonome.

L'installation du système d'assainissement pour le traitement des eaux usées d'origine domestique est fait en accord et après avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Après traitement, les caractéristiques des eaux vannes doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- pH : compris entre 6,5 et 9
- autres paramètres :

PARAMETRES	NORMES NFT	CONCENTRATION en mg/l sur 24 h
DBO5	90103	30
DCO	90101	90
MES	90105	30
Azote global	901110	20
	90013	
	90012	

Les émissaires des rejets des eaux vannes sont pourvus de regards permettant d'effectuer des prélèvements.

Les points de prélèvements doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de services concernés du P.A.D. et du service chargé de la Police des eaux.

Les frais d'analyses demandés lors des contrôles inopinés réalisés par les services concernés du P.A.D. ou le service chargé de la Police des eaux seront à la charge de l'Occupant.

6. Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

1. La toxicité et les effets des produits rejetés,
2. Leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
3. La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
4. Les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
5. Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
6. Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition des services concernés du P.A.D. et des services chargés de la Police des Eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.